

Johan Vande Lanotte au « 16 » : plausible ?

DE WEVER ne veut pas devenir Premier ministre. Di Rupo n'est pas prêt à tout pour l'être. Vande Lanotte pourrait-il émerger malgré la faiblesse du SP.A ?

« Ce serait très difficile à faire comprendre »

Si la mission de conciliation de Johan Vande Lanotte se soldait par un succès, est-il imaginable qu'il devienne Premier ministre ?

Je crois que ce serait très compliqué. D'abord parce qu'il est un peu en marge de son parti – même s'il y conserve de l'influence. Ensuite parce que le SP.A a connu une sévère défaite aux élections de 2007, qu'il a reproduite en 2010 – même si on a présenté cela comme une victoire parce qu'il n'avait perdu qu'un seul siège... Il serait très difficile à faire comprendre que le quatrième parti de l'espace politique néerlandophone décroche le poste de premier ministre. Il y a deux grands vainqueurs électoraux, la N-VA au Nord et le Parti socialiste côté francophone, et la logique voudrait que le premier ministre émane des rangs d'une de ces deux formations. Maintenant, nous sommes dans une phase très particulière du système politique belge, donc il ne faut pas exclure... Mais cela me semble une hypothèse peu probable.

Si, malgré tout, cette hypothèse se réalisait, quel genre de Premier ministre serait Johan Vande Lanotte ?

On a eu, dans l'histoire politique belge, différents profils de Premiers ministres. Certains étaient les vrais hommes forts du gouvernement et, dans une large mesure, de la vie politique belge. C'était très clairement le cas de Jean-Luc Dehaene ou de Guy Verhofstadt, lors de sa première législature. D'autres étaient plus les « notaires » des gouvernements. Dans une large mesure, c'était le cas de Wilfried Martens. Si Johan Vande Lanotte devenait Premier ministre, je dirais que ce ne serait ni l'un ni l'autre. Ce ne serait pas un notaire car c'est un homme politique fort et très intelligent. Mais en même temps, il ne pourrait pas être l'homme fort du gouvernement... Il serait un Premier ministre de transition, un Premier ministre par défaut, par impossibilité de faire émerger, dans le rang des deux grands partis qui ont remporté les élections une personnalité acceptable pour tout le monde. Mais il connaîtrait inévitablement des difficultés à faire accepter ses points de vue, car la logique

« par défaut » ne peut pas fonctionner structurellement.

Quid d'Elio Di Rupo ?

En juillet, le scénario était qu'il devienne Premier ministre... Mais il a dû prendre acte qu'il n'était pas possible de travailler en confiance avec la N-VA et Bart De Wever. Dans un tel contexte d'instabilité, même s'il n'a pas fermé la porte au 16 rue de la Loi, je crois qu'il n'est pas prêt à accepter n'importe quoi pour occuper ce poste. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON



Pascal Delwit

Politologue. Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

« Dans une crise si inédite, pourquoi pas ?... »

Si la mission de conciliation de Johan Vande Lanotte se soldait par un succès, est-il imaginable qu'il devienne Premier ministre ?

Il est clair que, vu de l'extérieur, Johan Vande Lanotte a entamé sa mission avec un capital confiance qui n'a fait que se renforcer au fur et à mesure du déroulement de celle-ci... Ceci dit, la personnalité du futur Premier ministre reste une équation à plusieurs inconnues. On est dans une situation inédite. C'est en effet la première fois, depuis la Deuxième Guerre mondiale, qu'un parti qui a remporté incontestablement les élections, qui dispose du premier groupe parlementaire à la Chambre (la N-VA), a à sa tête une personnalité qui a déclaré explicitement qu'il ne souhaitait pas devenir Premier ministre. Il y a un précédent où le Premier ministre ne vient pas du principal parti à la Chambre : c'est Wilfried Martens en 1988, puisque le PS de Guy Spitaels avait remporté les élections fin 87. Mais ici, non seulement Johan Vande Lanotte n'est pas président d'un des partis autour de la table, mais le SP.A n'est que la quatrième formation en importance, après la N-VA, le PS et le CD&V. Mais enfin, dans cette crise, nous avons connu une succession d'« inédits »... alors pourquoi pas ?

Pour les autres partis, serait-ce un avantage d'avoir un Premier ministre en état de relative faiblesse électorale ?

Si les autres partis poussaient sa candidature, cela confirmerait ce que j'avais déjà souligné peu après les élections de juin 2010, à savoir que les partenaires autour de la table semblent davantage animés par la crainte d'échouer que de l'enthousiasme de réussir... Ainsi, suite à l'échec de sa mission de préformation, Elio Di Rupo est moins décidé que jamais d'occuper la fonction de Premier ministre à n'importe quel prix.

La Flandre est-elle toujours aussi encline qu'il y a trois mois à voir un francophone au 16 rue de la Loi ?

Sur le principe d'avoir un francophone Premier ministre, c'est sans doute toujours

oui ; mais que ce soit spécialement Elio Di Rupo, c'est à voir. Côté flamand, comme côté francophone d'ailleurs, je pense qu'il y a une lassitude, et même une exaspération, à voir des discussions se prolonger sans aboutir à des résultats concrets. Dans ce contexte, c'est moins par opposition à une personnalité – comme celle d'Elio Di Rupo par exemple – que par adhésion à celle qui arrivera à sortir les négociations de l'ornière qu'est en train de se définir le profil du Premier ministre. ■

Propos recueillis par
W. B.



Pierre Vercauteren

Politologue. Professeur aux Facultés universitaires catholiques de Mons.